

## **SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION : CINQ ANS APRES**

**- ROME 10 - 13 JUIN 2002 -**

### **Discours de Monsieur Fernand BODEN, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural du Grand-Duché de Luxembourg.**

---

Le Sommet Mondial de l'Alimentation de la FAO en 1996, qui suivait la Conférence Mondiale de l'Alimentation de 1974, se fixait comme objectif principal de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées jusqu'à 2015 au plus tard. C'est aussi un des objectifs de la Déclaration du Millénaire que nos Chefs d'Etat et de Gouvernement ont adoptée en 2000.

Nous savons que le bilan établi par la FAO sur les résultats de notre action commune menée depuis le Sommet Mondial de l'Alimentation en 1996 est loin d'être satisfaisant : plus de 800 millions d'habitants continuent de souffrir de faim et sont sous-alimentés.

Or, devant le fait que le siècle présent verra doubler la population mondiale actuelle, il faut analyser sans complaisance les causes de la persistance de la famine.

Le Grand-Duché de Luxembourg continue à partager pleinement les objectifs de la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et la résolution à adopter lors de ce *Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après* devrait aboutir à un consentement des gouvernements nationaux et de la communauté internationale à mobiliser d'avantage la volonté politique et les ressources nécessaires.

1 milliard 300 millions de personnes, - soit à peu près la moitié des actifs de la population mondiale - , travaillent toujours dans l'agriculture. 28 millions possèdent un tracteur, quelque 300 millions ont un capital sous forme d'une traction animale, mais un milliard - donc la très grande majorité -, ne disposent d'aucun capital, travaillent à la main et avec des instruments rudimentaires.

Il en résulte un écart de productivité important et les revenus d'une large majorité de la population rurale ne cessent de diminuer.

Face à cette situation nous ne pouvons guère trouver de solution dans un contexte de libre échange indiscriminé, d'alignement des prix sur le moins disant mondial, de baisse tendancielle des prix agricoles réels.

Le Plan d'action de 1996 pour la mise en œuvre duquel la FAO a un rôle majeur à jouer comportait sept engagements. Il m'importe, en tant que Ministre de l'Agriculture, d'en rappeler l'engagement qui dit entre autres qu'il importe " de

poursuivre des politiques et méthodes participatives et durables de développement alimentaire, agricole, halieutique, forestier et rural dans les régions à potentiel élevé comme dans celles à faible potentiel, qui sont essentielles pour assurer des approvisionnements alimentaires adéquats et fiables au niveau des ménages ainsi qu'aux échelons national, régional et mondial. ”

Nous devons promouvoir une agriculture multifonctionnelle, durable et tenant compte des besoins en matière de sécurité alimentaire.

L'éradication de la faim passe aussi par la promotion de la condition féminine. Dans bon nombre des régions les plus pauvres la production de denrées alimentaires est assurée par les femmes. Notre objectif devra être la suppression des inégalités et la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans toutes les sociétés et toutes les économies.

Sur le plan européen et plus particulièrement au sein de l'Union Européenne, la Politique Agricole Commune (PAC) nous a permis, malgré certaines insuffisances, d'arriver à une large autosuffisance alimentaire. Le marché à lui seul ne peut pas tout faire. Il nous faut des Etats bien organisés, qui combattent la pauvreté et renoncent à la course aux armements et à la violence.

Nous devons reconnaître le droit de chaque pays - ou groupe de pays - à la souveraineté alimentaire, et notamment à l'autosuffisance alimentaire. Nous sommes dans l'obligation de soutenir ce modèle d'agriculture par nos efforts en matière d'aide au développement.

Mon pays a régulièrement augmenté son Aide Publique au Développement (APD) au cours des 15 dernières années. Ainsi en 2001, son APD a été de 0,82 % du Revenu National Brut.

Quelque 25 % de ces fonds sont alloués à des pays parmi les moins avancés (six de nos dix pays partenaires sont des PMA). 10 % de notre APD sont consacrés à l'agriculture. Les actions menées en milieu rural dans les autres secteurs prioritaires de notre coopération – l'eau – la santé et l'éducation – bénéficient avant tout à la population rurale. Finalement bon nombre de nos actions sont consacrées au développement rural intégré.

C'est parmi la population vivant en milieu rural que se trouve la partie la plus pauvre de l'humanité ; la lutte contre la pauvreté et la faim est inséparable d'une attention nouvelle et d'un engagement accru à réserver au domaine de l'agriculture.

Nous sommes prêts à nous engager dans cette voie, tout comme nous continuerons à augmenter notre Aide Publique au Développement dans les années à venir.

Et pour conclure je voudrais citer notre Premier Ministre Jean-Claude JUNCKER qui a récemment déclaré que le Luxembourg a l'ambition d'aider à briser la pointe de la pauvreté, de figurer parmi les pays qui réalisent le plus d'aide publique au développement par rapport au PNB et d'appartenir – pour ainsi dire – au G 0,7.